

VICE-PRÉSIDENTE OU SÉNATRICE ?



A Berne, notre canton doit être défendu !

par Frédéric Borloz,
président du PLR Vaud, député
« Je me sens libre, Vaud doit s'affranchir des forfaits », « Une trop grande attractivité fiscale finit par nuire à la Suisse vis-à-vis de l'étranger », « Je m'engage davantage comme vice-présidente du

**« EN DÉMULTIPLIANT
LES INITIATIVES
CENTRALISATRICES, EN NE
DÉFENDANT PLUS LEUR
CANTON ET EN SOUHAITANT
INTÉGRER ENCORE PLUS
LES VILLES, LA GAUCHE
DÉVOIE GENTIMENT NOTRE
SYSTÈME POLITIQUE. »**

parti que comme parlementaire... La bataille contre les forfaits fiscaux fait rage et l'issue du scrutin sera connue tandis que ces pages paraîtront. Ces quelques phrases de « notre » conseillère aux Etats vaudoise, Géraldine Savary, parues dans une interview le 20 novembre, en dit long sur l'approche qu'elle a de sa fonction. Je dis notre entre guillemets car une conseillère aux Etats, indépendamment de son parti, se doit de représenter, avant tout, les

intérêts de son canton. Il n'est plus à démontrer que les forfaits fiscaux génèrent une manne importante dans les cantons lémaniques et le nôtre en particulier. Défendre notre indépendance fiscale face à l'étranger d'abord – qui, soit dit en passant, ne remet pas en question cette pratique –, et celle du Pays de Vaud par rapport à celle des autres cantons, ensuite, devrait constituer la tâche principale d'une sénatrice. Cette attitude, pour le moins légère de la conseillère aux Etats vaudoises, confirme ce que beaucoup dénoncent depuis quelques années. Alors que le Conseil des Etats avait pour habitude de sortir des débats animés et émotionnels du Conseil national, il est aujourd'hui composé de nombreux élus qui font passer leur parti avant l'intérêt du canton. Le contre balancier important que jouait la Chambre Haute s'estompe. Comment ne pas comprendre que la maison des cantons, sise à Berne, ait été créée pour assurer la défense de leurs intérêts? Comment ne pas comprendre que nos conseillers d'Etat fassent de plus en plus le chemin de la capitale pour garantir les atouts de leur région?

S'ils continuent sur cette voie, les sénateurs vont tout simplement perdre

leur raison d'être. Ils ne seront plus que d'énigmatiques représentants de leur parti

**« LE CITOYEN VAUDOIS,
LUI, EST PERDANT
SUR TOUTE LA LIGNE. »**

aux Chambres, démantelant ainsi un système qui, rappelons-le, est avant tout fédéraliste. La gauche n'aime pas la décentralisation qui assure une diversité, lui préférant un centralisme jacobin qui gomme les différences. Il faudrait aussi mieux représenter les villes – évidemment à gauche aujourd'hui –, au sein du Conseil des Etats pour mieux esseuler les petits cantons dont les intérêts ne sont pas les mêmes que les leurs. En démultipliant les initiatives centralisatrices, en ne défendant plus

leur canton et en souhaitant intégrer encore plus les villes, la gauche dévoie gentiment notre système politique. Un système dont la stabilité était jusqu'ici un gage de prospérité.

Le citoyen vaudois, lui, est perdant sur toute la ligne. A force d'être désunis, pas étonnant que les Romands parviennent difficilement à faire entendre leurs besoins à Berne tandis que les Alémaniques, eux, se concertent. Il a fallu l'intervention des conseillers d'Etat François Longchamp et Pascal Broulis pour sauver in extremis la troisième voie, rappelons-le. Nos sénateurs ne sont intervenus que bien plus tard, un peu comme la grêle après la vendange.

Nos cantons ont plus que jamais besoin de défenseurs à Berne. Car à vouloir changer les règles, certains élus nous font perdre des batailles face aux

publicité

Guy Gaudard s.a.
MATTRISE FEDERALE
ELECTRICITE TELECOM
Tél 021 711 12 13 - Fax 021 711 12 12 - Av. de Chailly 36 - CP 73 - 1000 Lausanne 12
www.gaudard.ch - info@gaudard.ch